

Appel à voter pour la liste Ecole Emancipée (EE) : Un syndicalisme offensif pour une alternative à l'austérité !

L'Europe en crise L'été a été marqué par la volonté de l'Union européenne de briser les espoirs de changement du peuple grec. L'intransigeance des dirigeants de l'UE, et la faiblesse du rapport de forces en Europe, ont conduit à une défaite par l'imposition d'un 3^e mémorandum. Tous les peuples de l'UE sont visés : euro et austérité sont indissociables. Pas de place pour les remises en cause, ni pour les politiques alternatives, sinon dehors ! La violence de ce diktat doit amener **la FSU et tout le mouvement syndical** à réfléchir à la façon de construire des mobilisations contre l'austérité. **Pour en finir avec une Europe qui étrangle les peuples et se comporte comme une forteresse assiégée en laissant mourir des milliers de réfugiés migrant-es à ses portes, il lui faudra refuser de se soumettre au cadre imposé en affrontant son propre gouvernement et ceux du reste de l'UE.**

Président des patrons En France, Hollande et Valls ont accentué leur orientation libérale, aggravant la situation de la population et dégradant ses droits. Le Pacte de responsabilité favorise le patronat et ne permet aucune amélioration de l'emploi. La loi Macron est un concentré de mesures de régressions sociales, et de nouvelles attaques sont prévues sur le droit du travail. La profonde réforme de l'État, incluant la réforme territoriale, a pour objectif principal d'en finir avec l'État social et de livrer encore plus les services publics, les territoires et leurs populations au libéralisme. **Le syndicalisme a une responsabilité majeure. Il doit analyser sans complaisance les politiques en cours, mener campagne pour promouvoir des alternatives progressistes, proposer aux salarié-es des perspectives de luttes pour affronter les politiques de ce gouvernement.**

Construire l'alternative au libéralisme

C'est ainsi qu'il sera possible de faire échec à la montée du FN qui attire les déçu-es et les désorienté-es. Les idées d'extrême droite prospèrent et se nourrissent de la désespérance sociale et économique qui frappe les populations les plus fragilisées, mais aussi du sentiment de déclasserment qui touche les classes moyennes. Elles attisent l'intolérance, le racisme, les discriminations et le climat nauséabond qui, au prétexte de la guerre contre le terrorisme, entretient la haine de celles et ceux qui sont considéré-es comme "étrangers". **Les dérives sécuritaires, la loi renseignement, les atteintes aux libertés alimentent la fragmentation de notre société. Le syndicalisme doit mettre toutes ses forces pour y faire échec.**

Des mesures indispensables

Augmentation du SMIC et des minima sociaux, arrêt des licenciements et de la précarité, égalité d'accès aux droits, renforcement de la protection des salarié-es, plus de services publics. Il faut changer la politique migratoire répressive et imposer l'accueil correct des réfugié-es comme la régularisation des sans papiers. Il faut rompre avec l'Ecole de la sélection et de l'employabilité, avec ce système éducatif inégalitaire et porter le projet d'une Ecole émancipatrice, publique et laïque. Il faut une véritable réforme fiscale pour imposer une autre répartition des richesses.

Le syndicalisme contre l'austérité

Les attaques généralisées mériteraient une riposte globale. Mais depuis 2012, très peu de mobilisations interprofessionnelles dignes de ce nom ! Aucun relais, aucune explicitation des enjeux des mobilisations sectorielles portant l'intérêt général des salarié-es (hôpitaux, SNCF, Air France...). Une partie du mouvement syndical s'est fourvoyée dans un accompagnement de mesures gouvernementales. Malgré quelques bénéfices électoraux, elle se trouve en difficulté devant le peu de résultats de cette orientation. Pour favoriser la mobilisation des salarié-es, le syndicalisme doit unir ses forces comme lors de la journée interpro du 9 avril dernier. **Avec les organisations qui se réclament, comme la FSU, d'un syndicalisme de transformation sociale, il faut être à l'initiative, proposer l'unité la plus large et oeuvrer aux convergences entre les salarié-es des secteurs en lutte, mais aussi avec les précaires, les privé-es d'emploi, les étudiant-es.**

Ne pas s'engluer dans le "dialogue social"

La FSU, comme d'autres, a voulu y croire et a participé aux discussions. La MAP remplace la RGPP, mais seul le nom change. La gouvernance et le management sévissent, les agent-es connaissent des conditions de travail plus difficiles, des carrières plus longues, sans réelle perspective d'amélioration du pouvoir d'achat puisque le point d'indice est gelé et que les longues négociations PPCR débouchent sur des mesures dérisoires et différées dans le temps. Dans l'éducation, la réforme des rythmes et celle du collège, rejetées largement par les collègues concernés, ont été imposées malgré de larges mobilisations. Ces passages en force, comme les recours au 49.3 sur la loi Macron, montrent ce qu'il en est du "dialogue social" pratiqué. **On ne peut faire l'économie du rapport de force sans lequel il est vain de penser pouvoir peser sur les choix gouvernementaux et "gagner" dans des négociations.**

Quel avenir pour la FSU ?

Les élections professionnelles ne lui ont pas permis de reconquérir la première place dans la Fonction Publique d'Etat ni de conforter suffisamment sa place dans la Fonction Publique Territoriale. Elle s'est affaiblie dans l'éducation, parce qu'elle n'a pas su répondre aux attentes des personnels sur des dossiers importants. Elle a avant tout besoin de renforcer ce qui fait sa force, **son fonctionnement pluraliste** permettant des synthèses partagées. La remise en question de la majorité qualifiée à 70 % aurait l'effet inverse et fragiliserait notre fédération. Il faut travailler sur plusieurs axes : - renforcer le fonctionnement fédéral de la FSU dans les départements, les régions et nationalement.

- mettre la politique gouvernementale au centre des propositions de mobilisations unitaires porteuses d'une dynamique interprofessionnelle.

- travailler avec la CGT et Solidaires au rassemblement du syndicalisme de transformation sociale dans la perspective d'un nouvel outil syndical qui soit à la hauteur des défis à venir et capable d'impulser un large mouvement social.

L'EE appelle toutes celles et ceux qui partagent ces convictions et ces orientations à travailler et à agir ensemble dans la FSU.